

Georges-R. Manue

La situation aux Indes

1930

Les nouvelles qui, chaque jour, nous arrivent des Indes indiquent que l'agitation créée par Gandhi constitue une menace, à longue échéance peut-être, mais qui risque de devenir, tôt ou tard, un danger sérieux pour la sécurité de l'empire britannique. Le conflit, au début localisé, gagne, en effet, peu à peu l'immense pays. Notre collaborateur, M. Georges-R. Manue va nous dire de quel point de vue il faut regarder ces événements, quelles en sont les vraies causes et les graves répercussions possibles.

La situation aux Indes, qui, après l'effervescence du début de l'année, paraissait s'être stabilisée, a brusquement évolué. Et la proclamation de la guerre nationale marque le début d'une période de crise particulièrement grave, dans ce malaise qui affecte les Indes depuis la guerre. Comme ce fut le cas en Chine, les chefs modérés ont été rapidement débordés par leurs troupes, qui les ont accusés de tiédeur, et la résistance passive, le refus de payer les impôts paraissent déjà insuffisants aux extrémistes, qui comptent obtenir l'indépendance totale de l'Inde par la violence.

L'Angleterre ne se fait aucune illusion sur la gravité de la menace. Mais, fidèle à sa tradition, elle ne saurait admettre que les lois, à la faveur de l'agitation, fussent violées et méconnus les droits de la Grande-Bretagne sur l'Inde, à laquelle elle a donné la paix et la prospérité.

Il est bien peu probable que le cabinet travailliste cède à la menace et accepte de reviser libéralement le statut de l'Inde, comme il en avait tout d'abord marqué l'intention, tant que le calme n'aura pas été rétabli.

Les nationalistes Indiens, de leur côté, ne sont nullement disposés à conférer avec Londres. Les délégués au congrès de Lahore avaient estimé que l'Inde ne pouvait se contenter de devenir un dominion britannique. Ils avaient refusé d'accepter les charges financières que la présence de l'Angleterre vaut à l'Inde. Ils préconisaient la création d'un tribunal hindou qui déterminerait la légalité des obligations que la nation tutrice impose à ses administrés et, le cas échéant, en interdirait l'accomplissement.

Enfin, sur la proposition de Gandhi, ils avaient voté une résolution qui ordonnait le « boycott » des conseils législatifs, suspects de loyalisme, et ils invitaient les membres de leur parti à faire le sacrifice de leur vie pour la liberté de la nation.

Cet appel a obtenu une large audience. Des bombes ont été jetées, des agressions commises, malgré les mots d'ordre de Gandhi. Des formations de volontaires ont défilé devant le drapeau de l'Inde libérée et il a fallu tout le sang-froid des autorités anglaises pour que ces manifestations ne dégénérassent point en émeutes. Les agents provocateurs ne manquaient point et les troupes, énervées par un pénible service d'ordre, étaient proches de ce point où les fusils partent seuls.

La jeunesse des écoles est naturellement à la tête des défilés et cortèges. Elle anime les meetings par ses argumentations passionnées et, dans le compte rendu que nous donne la presse anglaise de leurs discours et de leurs manifestes, nous retrouvons ces attaques contre l'impérialisme blanc, ces affirmations sentimentales qui ne se soucient pas des faits, toute une phraséologie révolutionnaire à laquelle nous ont accoutumés, depuis quatre ans, les événements de Chine. Derrière ces intellectuels, fort capables de payer de leur personne pour la diffusion de leurs idées, il y a les millions d'hommes, de femmes de toutes castes, que les doctrines de Gandhi ont longuement travaillées et chez qui le nationalisme n'est encore qu'à sa forme primaire : la xénophobie.

Pour achever ce tableau, notons l'existence des six cents princes indépendants, que des traités personnels lient à la Grande-Bretagne et qui, pour conserver les avantages de leur autonomie, sont opposés à l'idée du dominion.

Sur ce vaste théâtre des Indes, plaçons les acteurs : 220 millions de disciples de Brahma, 68 millions de musulmans, dont les religions se sont sans cesse heurtées avec la plus extrême violence. Enfin l'Angleterre, dont la présence a rendu la paix aux régions épuisées par les guerres intestines.

Pour bien comprendre les événements actuels, il faut remonter à la guerre. En avril 1917, cédant peut-être au sentiment plus qu'à la raison, le gouvernement britannique déclara que l'Inde, dont les enfants se battaient sur les fronts d'Occident, méritait d'être acheminée vers un régime représentatif, sous la conduite tutélaire de l'Angleterre.

Cette déclaration de principe eut une suite pendant l'hiver 1917-18, lorsque M. Montagu fut envoyé en mission aux Indes, où il étudia, avec lord Chelmsford, le vice-roi, un statut qui traduisit les intentions du gouvernement à l'égard de l'Inde. Et, en décembre 1919, fut promulgué l'*India Act*. Cette constitution nouvelle divisait les pouvoirs : le secrétaire d'État pour les Indes résidant à Londres est représenté à Delhi par un vice-roi, qui gouverne avec le concours d'un département indigène et de conseils provinciaux, chargés plus particulièrement des questions d'instruction, d'hygiène, d'agriculture et de commerce. Tout ce qui garantit la sécurité de l'empire – armée, police – reste aux mains du vice-roi. Le vice-roi est aux ordres du secrétaire d'État. Il peut négliger les avis de ses conseils indigènes, lorsqu'il s'agit de prendre des mesures d'exception ou de déterminer l'emploi des fonds.

L'*India Act*, dans l'esprit du gouvernement, n'avait rien d'un statut définitif. Une expérience de 10 ans devait en déterminer les qualités et les défauts, à l'issue de laquelle le gouverneur britannique en eût décidé la poursuite ou l'élargissement.

L'octroi de cette constitution ne satisfaisait guère les nationalistes hindous qui, reportant plus loin leurs exigences, en fixèrent le minimum à l'autonomie, telle qu'elle est accordée aux dominions. Une agitation naquit qui ne trouva pas d'aliment auprès des masses, que le bien-être consécutif à une excellente situation financière éloignait des soucis politiques.

L'expérience eût donc continué jusqu'en 1929, si la reprise des luttes sanglantes entre musulmans et brahmanistes n'avait décidé le gouvernement de la couronne à avancer de deux ans la date de l'enquête sur l'*India Act*. Le cabinet Baldwin créa, en décembre 1927, une commission de parlementaires des trois partis, présidée par sir John Simon, qui séjourna à deux reprises aux Indes, en 1928 et 1929. Ses études furent contrariées par l'opposition systématique des partis hindous, tant modérés que congressistes, et, la veille même du retour de la commission, une bombe éclata dans la salle des séances de Delhi. L'agitation reprenait une forme violente. Gandhi d'ailleurs faisait voter par le congrès panhindou une résolution qui exigeait, pour la fin de 1929, l'accession de l'Inde au régime des dominions, sous peine d'une reprise de la politique de non-collaboration.

Lord Irvin, après un séjour à Londres, revient aux Indes au début de l'hiver de 1929. Il marque la reprise de son poste par une proclamation que publie la *Gazetta of India* et qui, au nom du gouvernement de Sa Majesté, dont il interprète nettement la pensée donne satisfaction aux autonomistes, en leur annonçant la prochaine élévation de l'Inde au rang des dominions.

Cette proclamation fait quelque bruit en Angleterre, où on l'estime prématurée, puisque la commission Simon n'a pas déposé les conclusions de son enquête et n'a pas été interrogée sur l'opportunité d'une promesse de cette importance.

En effet, elle risque d'engager le gouvernement au delà de ce qu'il peut donner et de causer ainsi aux Indes un désappointement profond.

Le secrétaire d'État, M. Wegwood Benn, couvre son représentant à Delhi et déclare au parlement britannique que le gouvernement n'a agi que selon les directives de la commission Simon. L'émotion n'est pas encore calmée que se réunit le congrès panhindou de Lahore, dont l'attitude menaçante à l'égard de la nation tutrice se manifeste aussitôt. Le 27 décembre, il adopte une nouvelle proposition de Gandhi, qui ôte toutes limites aux revendications nationalistes, puisqu'elle exige l'indépendance totale.

Trois jours auparavant, lord Irvin, dont les sentiments amicaux pour les Hindous sont connus, a été l'objet d'un attentat. Une bombe avait éclaté au passage de son train. Première manifestation d'un terrorisme qui ira croissant.

Pendant les quatre premiers mois de 1930, la situation a évolué avec une singulière rapidité. Des résolutions du congrès de Lahore à la marche de Gandhi vers la mer, peu de semaines se sont écoulées. Chaque jour, le leader s'attendait à être arrêté. Les Anglais ont admirablement joué le jeu en s'abstenant de prendre une mesure qui eût fait du Messie une manière de martyr.

Ils patientent, se contentent d'assurer l'ordre, de s'opposer aux tentatives d'émeutes. Mais, sous ces apparences de calme, d'imperturbable confiance, on devine une inquiétude. Pas un Britannique qui ne sente l'importance de la partie engagée. Et l'on souhaiterait que toutes les

nations blanches sentissent aussi la gravité de ce conflit dont les répercussions risquent de les atteindre au même point.

En revenant de Chine, j'avais touché à Colombo. Nous embarquâmes alors un officier qui appartenait à ces organisations précieuses qui assurent, dans le monde entier, la puissance de l'Angleterre. Il avait une réputation aux Indes. On parlait de lui comme de certains personnages de *Kim*. Et cependant aucun visage ne portait moins le masque de la profession. Un vrai visage de jeune Anglais, tanné par le soleil, éclairé par des yeux clairs, très droits. Des traits durcis, mais non vieillis, une expression d'intense jeunesse qui empêchait de donner un âge dont les cheveux déjà grisonnants eussent précisé le chiffre.

Nous nous liâmes sous l'égide du Maroc où ce diable d'homme avait séjourné, dûment accrédité, pendant les mauvais mois de 1925. Il avait suivi, jour par jour, le développement de l'affaire du Rif, les progrès d'Abd el Krim, nos échecs, notre réaction, victorieuse enfin.

Aussi fûmes-nous bientôt amis. Et, sous le couvert de parler politique indigène, nous pûmes à loisir faire le tour du monde et critiquer les méthodes européennes.

Mon homme admirait Lyautey, comme beaucoup de ses compatriotes, qui regrettent que le maréchal ne leur appartienne pas. « C'est l'homme qu'il nous faudrait aux Indes. La situation n'est pas encore grave. Gandhi a été emprisonné, relâché. Son prestige croît. Mais nous ne faisons pas tout ce qu'il faut pour limiter sa puissance. Notre vice-roi est un peu trop orienté vers la Métropole où le vent souffle au libéralisme. Ici, c'est un mot néfaste. Il ne saurait être question que de fermeté, cette fermeté tutélaire que vous avez su employer à l'égard des Berbères et des Arabes. Bien heureux encore que nous n'ayons en face de nous que ces masses amorphes de brahmanistes peu guerriers. Ah ! si c'étaient des gens de la trempe de vos montagnards marocains, je ne miserais guère sur l'avenir. Mais ces Hindous piaillent, prennent des résolutions, font des gestes symboliques. Ils éviteront de se battre.

– On ne peut toujours éviter la bagarre. Vous savez cela. Les masses sont chauffées à blanc par les discours. Une hystérie collective anime les auditoires. Et, un beau jour, les plus couards se découvrent une âme de martyrs, se jettent sur les baïonnettes et les mitrailleuses. Et alors, c'est la catastrophe. On ne sait plus quand l'affaire s'arrêtera.

– Certes, c'est là le risque de la longanimité. Pour des peuples si différents de nous, qui ne nous connaissent qu'avec les attributs de la force illustrant ceux de la puissance, la patience est une faiblesse et le signe de la crainte. Ah ! s'il ne tenait qu'à nous, nous qui sommes de vrais amis des peuples soumis à l'empire et qui, parce que nous les connaissons, voulons les sauver malgré eux, nous saurions prendre les mesures de rigueur qui frappent de stupeur et, au prix d'un peu de sang, garantissent l'avenir.

Mais, vous verrez, nous ne ferons rien de tout cela, parce que nous avons acquis des scrupules sentimentaux en matière impériale. Nous laisserons ces gens jouer leur jeu dans des limites que nous voudrions fixer et qu'ils dépasseront. Car ils ne connaîtront plus de bornes et Gandhi devra sans cesse accroître ses exigences pour tenir ses troupes.

– Alors ?

– Ce sera peut-être la révolte générale, avec ce que cela représente d'horreurs, car la douceur ne sera plus de mise à ce moment-là, même pour Gandhi. Nous nous défendrons. Au moins, je

l'espère. Et nous vaincrons. Mais à quel prix ? Et nous aurons contre nous ces snobs intellectuels d'Occident pour qui tout ce qui vient d'au delà de Suez est parole d'évangile ; nous aurons aussi les rêveurs les plus dangereux.

– Il y aura cependant en Europe des esprits de qualité qui sentiront bien que vous défendrez alors l'Europe même, sa civilisation, son génie.

– Ouais ! le beau billet ! Mais nous vaincrons néanmoins parce que nous n'avons pas fini de jouer notre rôle. »

Cette conversation date de deux années. Le mouvement gandhiste était loin d'avoir l'ampleur qu'il a acquise depuis quelques mois. Mais nous voici arrivés à cette époque de la décision prochaine. Combat ou arrangement ? Qui saurait le dire ?

On ne peut douter de l'attitude ultérieure de l'Angleterre. Elle ne peut être que conforme à une longue tradition de fermeté. Pour l'instant, elle attend, mais tenons pour certain que toutes les mesures ont été prises qui, le cas échéant, maintiendront, par la force, la puissance britannique. Nous ne saurions nous désintéresser de ce qui se passe là-bas. Non pas seulement pour les résonances que l'agitation hindoue peut éveiller en Indochine, mais encore pour cette seule raison que l'Angleterre, soldat de l'Europe en Asie, mérite d'avoir pour elle l'approbation des nations blanches, conscientes de leurs destinées. Toutes les nations d'Europe qui ont choisi d'être, pour des races différentes, incapables de progresser par leurs propres moyens, des protectrices et des éducatrices, sont étroitement solidaires. Et l'ennemi qui les menace toutes est celui-là même qui, par-delà les montagnes du Pamir, nourrit, sous couleur de nationalisme, les appétits des populations de l'Inde.

Georges R. Manue (1901-1980) est le nom de plume de Georges Roulin, né à Estavayer-le-Lac dans le canton de Fribourg. À vingt ans, il s'engage dans la Légion étrangère. Sous son drapeau, il participe à la guerre du Rif (1921-1926) puis séjourne en Chine au moment des événements de Shanghai (1927). Grand reporter, il interviewe Tchang Kai-chek. L'année précédente, il a rencontré André Malraux. Les deux hommes parlent passionnément des affaires de la Chine, de Canton, de Nankin, de Shanghai où le généralissime accomplira son coup d'État le 12 avril 1927. Manue dirige ensuite le journal-magazine *Bravo* qui publie quelques textes ou photographies intéressant les études malruciennes. Il collabore à de nombreux périodiques (*La Revue des Deux-Mondes*, *la Revue de défense nationale*) et publie une quinzaine d'ouvrages parmi lesquels signalons *Sous le signe du dragon*, son livre chinois, et *Le Livre d'or de la Légion étrangère*, réédité pour le cent cinquième anniversaire. Je parlais de photographie : c'est *Bravo* qui publie le premier l'image de ce jeune paysan ou coolie chinois, au visage crispé par la méfiance, qui a beaucoup servi de couverture à *La Condition humaine* (1933). Elle est celle de *Bravo*, *l'hebdomadaire du reportage* paru le 6 février 1932. Manue publie aussi dans *Bravo* « Malraux part pour la Mongolie » en 1931. Pour la photo, aller en ligne : < <https://malraux.org/la-celebre-photo-proposee-en-couverture-de-la-condition-humaine/> > (site consulté le 27 novembre 2025).